



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Vehicles & Industrial Products Division
140 O'Connor, Tower East
4th Floor
140 O'Connor, Tour Est
4ème étage
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet braking systems & wheel assemblies	
Solicitation No. - N° de l'invitation 08324-190082/B	Date 2019-10-29
Client Reference No. - N° de référence du client 20190082	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HP-929-77927	
File No. - N° de dossier hp929.08324-190082	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-11-26	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Way, Stephanie	Buyer Id - Id de l'acheteur hp929
Telephone No. - N° de téléphone (613) 297-6500 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Foreign Affairs, Trade and Development Canada AAC 125 SUSSEX DR. OTTAWA Ontario K1A0G2 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Cette demande de soumissions annule et remplace la demande de soumissions numéro 08324-190082/A, datée du 25 Jul 2019, dont la date de clôture était le 23 Aout 2019, à 2:00 p.m. EDT.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Besoin
- 1.2 Compte rendu
- 1.3 Accords commerciaux
- 1.4 Service Connexion postal

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Demandes de renseignements en période de soumission
- 2.4 Lois applicables
- 2.5 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instruction pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET BASE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Base de sélection

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 5.1 Attestations exigées avec la soumission
- 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 6.1 Besoin
- 6.2 Clauses et conditions uniformisées
- 6.3 Durée du contrat
- 6.4 Responsables
- 6.5 Paiement

- 6.6 Instructions relatives à la facturation
- 6.7 Attestations
- 6.8 Lois applicables
- 6.9 Ordre de priorité des documents
- 6.10 Clauses du guide des CCUA
- 6.11 Condition du matériel - Contrat
- 6.12 Instructions d'expédition - livraison à destination - Quantité ferme
- 6.13 Instructions d'expédition - Quantité optionnelle
- 6.14 Réunion postérieure à l'attribution du contrat/Réunion de pré-production
- 6.15 Conditionnement
- 6.16 Garantie
- 6.17 Matériel

Pièces jointes

Annexe «A» - Prix

Annexe « B » – Énoncé des besoins – Les roues et les systèmes de freinage

Annexe « C » - de la partie 3 de la demande de soumissions – Instruments de paiement électronique

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Besoin

1.1.1 Affaires mondiales Canada (CAG) exige que les pièces de rechange blindé, comme indiqué dans le présent document, conformément à l'annexe « A » – Établissement des prix et à l'annexe « B » – Énoncé des besoins – Les roues et les systèmes de freinage ci-jointe.

1.1.2 Options irrévocables énumérées à l'Annexe A - Prix.

1.1.2.1 Les options ne pourront être exercées que par l'autorité contractante et seront confirmées, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

1.1.2.2 Les options peuvent être exercées en totalité ou en partie et à plus d'une occasion à la discrétion du Canada, jusqu'à concurrence de la quantité indiquée à l'Annexe A - Prix.

1.1.2.3 Les options peuvent être exercées dans les douze (12) mois suivant l'octroi du contrat.

1.2 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu sur les résultats de la demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception de l'avis les informant que leur soumission n'a pas été retenue. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.3 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

1.4 Service Connexion postal

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et la partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2019-03-04) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Les instructions uniformisées 2003 sont modifiées comme suit :

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : quatre-vingt-dix (90) jours

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la demande de soumissions.

Remarque : Pour les soumissionnaires qui choisissent de présenter leurs soumissions en utilisant Connexion postel pour la clôture des soumissions à l'Unité de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale, l'adresse de courriel est la suivante :

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2003 ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message

Connexion postal si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

2.3 Demandes de renseignements en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en **Ontario** et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la

N° de l'invitation - Sollicitation No.
08342-190082/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
HP929

N° de réf. du client - Client Ref. No.
08342-190082

File No. - N° du dossier
hp929. 08342-190082/A

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard sept (7) jours
calendrier avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le
droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1. Instructions pour la préparation des soumissions

Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postal a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique
Section II : Soumission financière
Section III : Attestations
Section IV : Renseignements supplémentaires

Si le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur papier, le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (2 copies papier)
Section II : Soumission financière (1 copies papier)
Section III : Attestations (2 copies papier)
Section IV : Renseignements supplémentaires (2 copies papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique sur le media et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Si le soumissionnaire fournit simultanément plusieurs copies de sa soumission à l'aide de méthodes de livraison acceptable, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal aura préséance sur le libellé des autres copies.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission en format papier

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats](#)

écologiques (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

3.1.1 Produits équivalents

1. Les produits dont la forme, l'ajustage, la fonction et la qualité sont équivalents aux articles spécifiés dans la demande de soumissions seront pris en considération si le soumissionnaire :
 - (a) indique la marque et le modèle et/ou le numéro de pièce et le COF/NCAGE du produit de remplacement;
2. Les produits offerts comme équivalents sur les plans de la forme, de l'ajustage, de la fonction et de la qualité ne seront pas pris en considération si :
 - (a) la soumission ne fournit pas toute l'information requise pour permettre à l'autorité contractante de pleinement évaluer l'équivalence de chaque produit de remplacement, ou;
 - (b) le produit de remplacement ne répond pas aux critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions visant l'article en question ou ne les dépasse pas.
3. Lorsque le Canada évalue une soumission, il peut, sans toutefois y être obligé, demander aux soumissionnaires qui offrent un produit de remplacement de fournir de l'information technique démontrant l'équivalence (p.e. des dessins, des spécifications, des rapports techniques et/ou des rapports d'essai ou un échantillon du produit offert) ou de démontrer, à leurs propres frais, dans un délai de trois (3) jours ouvrables que le produit de remplacement est équivalent à l'article

indiqué dans la demande de soumissions. Si le soumissionnaire ne fournit pas l'information demandée dans les délais mentionnés, le Canada peut déclarer la soumission non-recevable.

3.1.2 Produits de remplacement - Remplacement du numéro de pièce provenant du fabricant d'origine de l'équipement.

1. Les produits dont les numéros de pièces ont été remplacés (annulés ou périmés) par le fabricant d'origine de l'équipement (FOE) doivent être équivalents au niveau de la forme, l'ajustement, la fonction, la qualité et la performance aux pièces du FOE spécifiées dans la demande de proposition et seront considérés lorsque le soumissionnaire fournit, sur demande de l'autorité contractante:
 - (a) la preuve en présentant une copie d'un certificat de conformité du FOE fournissant une justification / explication selon laquelle les numéros de pièces sont un remplacement des pièces du FOE spécifiées et sont équivalentes au niveau de la forme, l'ajustement, la fonction, la qualité et la performance aux pièces du FOE spécifiées; ou
 - (b) toute l'information technique requise (comme il est indiqué à la Partie 3, section I, 1 Produits équivalents) afin de démontrer leur conformité technique qui confirme la forme, l'ajustage, la fonction et le rendement de ces remplacements de numéro de pièce.
2. Lorsque le Canada évalue une soumission, il peut, sans toutefois y être obligé, demander aux soumissionnaires qui offrent un produit de remplacement de démontrer, à leurs propres frais, dans un délai de trois (3) jours ouvrables (ou tout autre délai mentionné aux présentes) que le produit de remplacement est équivalent à l'article indiqué dans la demande de soumissions. Si le soumissionnaire ne fournit pas l'information demandée dans les délais mentionnés, le Canada peut déclarer la soumission non-recevable.

Section II: Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leurs prix dans l'Annexe « A » - Prix en conformité avec la base de paiement identifiée dans la Partie 6 - Clauses du contrat subséquent.



3.1.3 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « C » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « C » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.4 Fluctuation du taux de change - Atténuation des risques

1. Le soumissionnaire peut demander au Canada d'assumer les risques et les avantages liés aux fluctuations du taux de change. Si le soumissionnaire demande un rajustement du taux de change, cette demande doit être clairement indiquée dans la soumission au moment de sa présentation. Le soumissionnaire doit présenter le formulaire [PWGSC-TPSGC 450](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/450-fra.html)  (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/450-fra.html>), Demande de rajustement du taux de change, avec sa soumission, et indiquer le montant en monnaie étrangère en dollars canadiens pour chaque article pour lequel un rajustement du taux de change est demandé.
2. Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres coûts payés par le soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.
3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution).
4. Au moment de la soumission, le soumissionnaire doit remplir les colonnes (1) à (4) du formulaire [PWGSC-TPSGC 450](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/450-fra.html)  (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/450-fra.html>).

acq/forms/450-fra.html) pour chaque article pour lequel il veut se prévaloir de la disposition relative à la fluctuation du taux de change. Lorsque les soumissions sont évaluées en dollars canadiens, les valeurs indiquées dans la colonne (3) devraient aussi être en dollars canadiens, afin que le montant du rajustement soit présenté dans la même devise que le paiement.

5. Aux fins de la présente disposition relative à la fluctuation du taux de change, les autres taux ou calculs proposés par le soumissionnaire ne seront pas acceptés.

Section III: Attestations

Les fournisseurs doivent présenter les attestations exigées à la PARTIE 5 - ATTESTATIONS.

Section IV : Renseignements supplémentaires

Le Canada demande que les fournisseurs présentent les renseignements suivants :

3.1.5 Date de livraison

Quantité ferme

Bien que la livraison des articles sont demandés d'ici au 31 mars 2020, la meilleure date de livraison que peut être offert est comme suit :

Article 001 : La meilleure date de livraison possible est : _____Weeks/Calendar jours à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat.

3.1.6 Période de garantie courante du fabricant

Le Canada demande que le soumissionnaire fournisse des renseignements détaillés sur la garantie courante du fabricant pour le véhicule/l'équipement et ses composants qui dépasse la période de garantie minimale de douze (12) mois.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

- 4.1.1.1** Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, les documents suivants :

L'annexe « B » – Énoncé des besoins – Les roues et les systèmes de freinage; et les soumissionnaires doivent indiquer le numéro de pièce et le COF / CAGE qu'ils offrent.

- 4.1.1.2** Produits équivalents

Les soumissionnaires qui proposent des produits de remplacement et/ou des solutions de rechange doivent fournir avec leur soumission, toute l'information requise conformément à la Partie 3" Produits équivalents" pour que l'on tienne compte de leur soumission.

4.1.2 Critères d'évaluation financières obligatoires

- 4.1.2.1** L'évaluation financière a pour but de déterminer le prix global en utilisant l'information soumise dans l'Annexe A- Prix.

- 4.1.2.2** Calcul du prix global:

Les soumissions seront évaluées sur la base du prix global pour les articles et quantités.

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable ayant le prix global évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.3.1 Attestation des caractéristiques environnementales générales

Le soumissionnaire doit sélectionner et remplir l'une des deux déclarations suivantes aux fins d'attestation

A) Le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire est inscrit ou rencontre la norme ISO 14001.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

ou

B) Le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire satisfait et continuera de satisfaire, pendant toute la durée du contrat, à un minimum de quatre (4) des six (6) critères identifiés dans le tableau ci-dessous.

Le soumissionnaire doit indiquer qu'il satisfait à un minimum de quatre (4) critères.

Pratiques écologiques au sein de l'organisation des soumissionnaires	Insérez un crochet pour chaque critère qui est respecté.
Favorise un environnement sans papier au moyen de directives, procédures et / ou des programmes.	
Tous les documents sont imprimés recto verso et en noir et blanc dans le cadre des activités quotidiennes, excepté lors d'indications contraires par votre client.	
Le papier utilisé dans le cadre des activités quotidiennes est composé d'un minimum de 30% de matières recyclées et possède une certification de la gestion durable des forêts.	
Utilise préférentiellement des encres écologiques et achète des cartouches d'encre réusinées ou cartouches d'encre qui peuvent être retournées au fabricant aux fins de réutilisation et de recyclage dans le cadre des activités quotidiennes.	

Des bacs de recyclage pour le papier, le papier journal, le plastique et l'aluminium sont disponibles et vidés régulièrement conformément au programme de recyclage local.	
Un minimum de 50% de matériel de bureau détient une certification écoénergétique.	

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire Date

5.2.3.2 Certification de conformité - Produits équivalent et de remplacement

Le soumissionnaire certifie que tous les produits équivalents et les produits de remplacement proposés sont conformes, au besoin décrit sous « Détails de l'article ».

Cette certification ne dispense pas la soumission de satisfaire aux exigences détaillées dans la partie 3, section I, Produits équivalents.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire Date

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

6.1 Besoin

6.1.1 L'entrepreneur doit fournir les articles conformément à l'annexe « A » – Établissement des prix et à l'annexe « B » – Énoncé des besoins – Les roues et les systèmes de freinage. ci-jointe.

6.1.2 L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable décrite à l'Annexe A - Prix.

6.1.2.1 Les options ne pourront être exercées que par l'autorité contractante et seront confirmées, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.1.2.2 Les options peuvent être exercées en totalité ou en partie et en plus d'une occasion à la discrétion du Canada et jusqu'à concurrence de la quantité maximum indiquée à l'Annexe A - Prix.

6.1.2.3 Les options peuvent être exercées dans les douze (12) mois suivant l'octroi du contrat.

6.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.2.1 Conditions générales

2010A (2018-06-21), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.3. Durée du contrat

6.3.1 Livraison de l'équipement

6.3.1.1 Quantité ferme

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le 31 mars 2020.

6.3.1.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services ou les deux, qui sont décrits à l'annexe « A » du contrat selon les mêmes conditions et aux prix ou aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option dans les 12 mois après l'attribution du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

6.4 Responsables

6.4.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom: Stephanie Way
Titre: Supply Specialist
Organisation: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements, Direction TPLEP, Division HP
140 O'Connor Street, 4th Floor
Ottawa, ON K1A 0G5
Téléphone : 613-297-6500
Courriel: Stephanie.way@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.4.2 Responsable des achats

Le responsable des achats pour le contrat est :

Nom: _____ (*à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat*)
Titre: _____
Organisation: _____
Téléphone : _____ - _____ - _____
Courriel : _____

Le responsable des achats représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de la mise en oeuvre d'outils et de procédures exigés pour l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter de questions administratives identifiées dans le contrat avec le responsable des achats; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à l'énoncé des travaux. Des changements à l'énoncé des travaux peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.4.3 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom: _____ *(à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)*

Titre: _____

Organisation: _____

Téléphone : _____ - _____ - _____

Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.4.4 Représentants de l'entrepreneur

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

Renseignements généraux:

Nom : _____ *(à être complété par le soumissionnaire)*

Titre: _____

Téléphone : _____ - _____ - _____

Courriel : _____

Suivi de la livraison:

Nom : _____ *(à être complété par le soumissionnaire)*

Titre: _____

Téléphone : _____ - _____ - _____

Courriel : _____

6.5. Paiement

6.5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé selon le (les) prix unitaire(s) ferme(s) spécifié(s) dans l'Annexe « A » - Prix et selon ce qui suit:

Base de paiement (BDP) Type 1:

Des prix unitaires fermes en dollars canadiens, DDP - rendu droits acquittés à destination, Incoterms 2000, droits de douane et taxe d'accise comprises, s'il y a lieu et taxe applicable en sus.

Le prix payé sera rajusté en fonction de la disposition relative à la fluctuation du taux de change (le cas échéant).

Base de paiement (BDP) Type 2:

Des prix unitaires fermes en dollars canadiens, FCA franco transporteur, Incoterms 2000, à l'installation canadienne de l'entrepreneur ou l'endroit d'expédition Canadienne, droits de douane et taxe d'accise comprises, s'il y a lieu et taxe applicable en sus.

Le prix payé sera rajusté en fonction de la disposition relative à la fluctuation du taux de change (le cas échéant).

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.5.2 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Dépôt direct (national et international) ;
- b. Échange de données informatisées (EDI) ;

6.5.3 Clauses du guide des CCUA

H1000C
C3015C

Paiement unique
Rajustement relatif à la fluctuation du taux de change

2008-05-12;

2017-08-17

6.6 Instructions relatives à la facturation

6.6.1 L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé «Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que les travaux identifiés sur la facture sont complétés. Les offrants / fournisseurs sont priés de fournir les factures en format électronique sauf si indication contraire de l'autorité contractante ou chargé de projet, réduisant ainsi le matériel imprimé.

Les factures doivent être distribuées comme suit :

a. une (1) copie doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement :

(insérer au moment de l'attribution du contrat)

b. une (1) copie doivent être envoyés à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « responsables » du contrat.

6.7. Attestations

6.7.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.8 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en **Ontario** et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.9 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) 2010A (2018-06-21) Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- (c) Annexe «A» - Prix;
- (d) Annexe «B» – Énoncé des besoins – Les roues et les systèmes de freinage;

- (e) la soumission de l'entrepreneur en date du _____. *(si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat : «clarifiée le _____ » ou «modifiée le _____ » et inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications)*

6.10 Clauses du guide des CCUA

Les modalités suivantes sont incorporées aux présentes:

G1005C Assurance - aucune exigence particulière 2016-01-28

6.11 Condition du matériel - Contrat

L'entrepreneur doit fournir le matériel est neuf et de fabrication courante, fournis par le fabricant principal ou son agent accrédité. Le matériel doit être conforme à la plus récente version du dessin, de la spécification et le numéro de pièce, le cas échéant, qui était en vigueur à la date de clôture des soumissions.

6.12 Instructions d'expédition - Quantité ferme

L'entrepreneur doit expédier les biens en DDP - rendu droits acquittés (... lieu de destination convenu). À moins d'indication contraire, la livraison doit se faire par le moyen le plus économique. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des frais de livraison, de l'administration, des coûts et des risques de transport et du dédouanement, dont le paiement des droits de douane et des taxes.

Article 001 - La personne-ressource à la destination est : _____ *(à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)*

6.13 Instructions d'expédition - Quantité optionnelle

6.13.1 La livraison doit s'effectuer FCA franco transporteur à l'établissement canadien de l'entrepreneur ou au point de distribution canadien selon les Incoterms 2000. L'entrepreneur doit charger les biens dans les véhicules de l'entreprise de transport désigné par Affaires mondiales Canada. Le Canada est responsable par la suite du transport des biens, du point de livraison jusqu'au destinataire.

6.13.2 Avant l'expédition des véhicules/de l'équipement, l'entrepreneur doit communiquer avec le (la) responsable des achats pour chacun des points de destination, afin d'arranger l'expédition. Le destinataire peut refuser la livraison lorsque des arrangements préalables n'ont pas été faits.

6.13.3 L'entrepreneur ne doit en aucun cas expédier des biens avant d'avoir reçu au préalable les instructions d'expédition du (de la) responsable des achats.

6.13.4 Si l'entrepreneur livre les biens à un endroit et à une date non conformes aux instructions de livraison ou s'il ne respecte pas les instructions raisonnables de livraison fournies par le Canada, il devra alors rembourser à ce dernier tous les suppléments de frais et de coûts engagés.

6.13.5 Si la livraison des biens est reportée du fait des retards occasionnés par le Canada, la propriété sur les biens ainsi que les risques encourus doivent être transférés au Canada après un délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle le Canada ou son transitaire désigné aura reçu une demande d'expédition en bonne et due forme ou trente (30) jours suivant la date de livraison spécifiée dans le contrat, le délai le plus long étant retenu.

6.14 Réunion postérieure à l'attribution du contrat/Réunion de pré-production

Dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception du contrat, l'entrepreneur doit communiquer avec le responsable technique pour organiser une réunion préalable à la production. Cette réunion aura lieu à l'usine de l'entrepreneur, au _____ (*Le soumissionnaire doit préciser le lieu*). Les frais relatifs à cette réunion préalable à la production doivent être inclus dans le prix de la soumission. Veuillez noter que le Canada assumera les dépenses de voyage et de subsistance des employés du gouvernement. La Couronne se réserve le droit de procéder à la Réunion postérieure à l'attribution du contrat / Réunion de pré-production par téléconférence.

6.15 Conditionnement

Les méthodes de préservation et de conditionnement doivent être conformes à la norme courante de l'entrepreneur pour les envois au Canada ou, au besoin, aux normes pour les envois outremer (par exemple pour les cargaisons en cale).

6.16 Garantie

La garantie standard du fabricant de ____ mois ou _____ km (*à être complété par le soumissionnaire*) assurée par l'intermédiaire du réseau de distributeur s'applique.

6.17 Matériel

Le matériel fourni doit être neuf et de production courante par le fabricant.

ANNEXE A – PRIX

Initial Requirement

Item #	Description	Quantity (A)	Unit Price (B)	Evaluated Price (AxB)
1	Brake Kits	28		
	StopTech Front Calipers (Set) or equivalent			
	StopTech Rear Calipers (Set) or equivalent			
	StopTech Brake Pads, Front (Set) or equivalent			
	StopTech Brake Pads, Rear (Set) or equivalent			
	StopTech Brake Rotor, Front, Right or equivalent			
	StopTech Brake Rotor, Front, Left or equivalent			
	StopTech Brake Rotor, Rear, Right or equivalent			
	StopTech Brake Rotor, Rear, Left or equivalent			
	StopTech Brake Lines, Front (Set of 2) or equivalent			
	StopTech Brake Lines, Rear, Right or equivalent			
	StopTech Brake Lines, Rear, Left or equivalent			
2	18" Wheel Assemblies	15		
	Rim to fit 2014 to 2016 Toyota Land Cruiser 200 (Set of 5)			
	Run Flat System (Set of 5)			
	BF Goodrich All-Terrain T/A OK2 (Set of 5) or equivalent			
3	18" Wheel Assemblies	13		
	Rim to fit 2014 to 2016 Toyota Land Cruiser 200 (Set of 5)			
	Run Flat System (Set of 5)			
	Michelin Defender LTX M/S (Set of 5) or equivalent			
			Total Item # 1,2&3	

Optional

Item #	Description	Quantity (A)	Unit Price (B)	Evaluated Price (AxB)
1	Brake Kits	28		
	StopTech Front Calipers (Set) or equivalent			
	StopTech Rear Calipers (Set) or equivalent			
	StopTech Brake Pads, Front (Set) or equivalent			
	StopTech Brake Pads, Rear (Set) or equivalent			
	StopTech Brake Rotor, Front, Right or equivalent			
	StopTech Brake Rotor, Front, Left or equivalent			
	StopTech Brake Rotor, Rear, Right or equivalent			
	StopTech Brake Rotor, Rear, Left or equivalent			
	StopTech Brake Lines, Front (Set of 2) or equivalent			
	StopTech Brake Lines, Rear, Right or equivalent			
	StopTech Brake Lines, Rear, Left or equivalent			
2	18" Wheel Assemblies	15		
	Rim to fit 2014 to 2016 Toyota Land Cruiser 200 (Set of 5)			
	Run Flat System (Set of 5)			
	BF Goodrich All-Terrain T/A OK2 (Set of 5) or equivalent			
3	18" Wheel Assemblies	13		
	Rim to fit 2014 to 2016 Toyota Land Cruiser 200 (Set of 5)			
	Run Flat System (Set of 5)			
	Michelin Defender LTX M/S (Set of 5) or equivalent			
			Total Item # 1,2&3	

ANNEXE « B » ÉNONCÉ DES BESOIN

MISE À NIVEAU DES SYSTÈMES DE FREINAGE ET DES PNEUS DES VB

1.0 Portée

1.1 Objectif :

Mettre à niveau les VB faisant partie du parc d'AMC, en remplaçant les systèmes de freinage et en passant de roues de 17 po à des roues de 18 po.

1.2 Contexte :

AWCT a le mandat d'acheter et de blinder des Toyota Land Cruiser 200 pour corriger un problème qui existe depuis longtemps concernant le fonctionnement, la maintenance et la distribution efficaces de VB à nos missions à l'étranger. Cela se fonde surtout sur le besoin de remplacer de vieux VB, qui fonctionnent mal et qui se trouvent présentement sur place. Cet effort a été inclus et approuvé dans le cadre du projet sur l'obligation de diligence récemment approuvé et financé.

AMC a présentement vingt-huit (28) VB produits entre 2014 et 2016 munis de systèmes de freinage et de roues de 17 po. Ces VB ne sont pas visés par le PRFCV à court terme. AMC doit mettre à niveau ces 28 VB en les dotant de roues de 18 po et d'un système de freinage adapté à ces roues pour normaliser tout le parc de VB d'AMC, afin d'accélérer les réparations et de maintenir un niveau de sécurité normalisé pour tous les VB. Le but est de réduire le nombre de VB non opérationnels qui ont besoin d'être réparés à tout moment. Les NIV pour les véhicules à mettre à niveau seront fournis sur demande du soumissionnaire ou comme indiqué par l'autorité contractante.

1.3 Terminologie :

- | | |
|------------------------|--|
| • AMC | Affaires mondiales Canada |
| • AWCT | Programmes de sécurité physique |
| • PRFCV | Programme de remplacement en fonction du cycle de vie |
| • EDT | Énoncé des travaux |
| • OD | Obligation de diligence |
| • VB | Véhicules blindés |
| • TLC 200 | Toyota Land Cruiser 200 |
| • Systèmes de freinage | StopTech conformément à 2.1.1 |
| • Roues | Jante, affaissement limité et pneu conformément à 2.1.2 et 2.1.3 |
| • N/P | Numéro de pièce |

2.0 Exigences :

AMC doit mettre à niveau vingt-huit véhicules à l'aide de roues de 18 po et de trousse de système de freinage. AMC a besoin de 28 trousse de système de freinage complètes, de 5 roues par VB pour 15 VB (utilisant des pneus BF Goodrich All-Terrain T/A OK2 ou l'équivalent) et de 5 roues par VB pour 13 VB (utilisant des pneus Michelin Defender LTX M/S ou l'équivalent). Les roues et les trousse de système de freinage seront envoyées au QG d'AMC à Ottawa en vue d'une redistribution aux missions au besoin.

Les numéros du fabricant d'équipement d'origine (FEO) pour les composants de freinage sont les suivants. Ils sont fournis uniquement afin que les exigences de montage pour les composants de freinage mis à niveau soient connues.

Disque de frein	2014-2015	43512-60180
Disque de frein	2016	43512-60210
Étrier de frein (gauche)	2014-2015	47750-60280
Étrier de frein (gauche)	2016	47730-60320
Étrier de frein (droite)	2015-2015	47730-60280
Étrier de frein (droite)	2016	47730-60320
Plaquettes de frein	2014-2016	04465-60280
Conduites de frein (gauche)	2014-2016	90947-02G84
Conduites de frein (droite)	2014-2016	90947-02G83
Roue	2014-2016	PTR45-34120

2.1 Produits livrables et critères techniques minimaux

2.1.1 Vingt-huit (28) trousse de système de freinage : Chaque trousse de système de freinage doit comprendre les pièces suivantes ou l'équivalent. Une fois équipé, le véhicule doit s'immobiliser à partir d'une vitesse de 80 km/h sur une distance d'au plus 35 m. Une certification indépendante doit être fournie et indiquer que le système de freinage respecte cette spécification minimale.

- a. Inclure 1 ensemble d'étriers avant StopTech (N/P 73.00C.6P05 ou l'équivalent).
 - i. Étrier fixe à 6 pistons (2 morceaux)
 - ii. Diamètre des pistons – 42 mm
 - iii. Dimensions – 175,3 mm (largeur) x 319,4 mm (hauteur) x 110 mm (longueur)
 - iv. Fixation intégrée à l'aide de 2 trous filetés pour une fixation à l'aide des vis d'origine
 - i. Version A : M12 x 1,25 x 35 mm
 - ii. Version B : M14 x 1,5 x 35 mm
- b. Inclure 1 ensemble d'étriers arrière StopTech (N/P 73.00C.4205 ou l'équivalent).
 - i. Étrier fixe à 4 pistons (2 morceaux)
 - ii. Diamètre des pistons – 38 mm
 - iii. Dimensions – 158,7 mm (largeur) x 274,5 mm (hauteur) x 90,1 mm (longueur)
 - iv. Fixation intégrée à l'aide de 2 trous filetés pour une fixation à l'aide des vis d'origine
 - i. Version A : M12 x 1,25 x 25 mm
 - ii. Version B : M14 x 1,5 x 35 mm
- c. Inclure 1 ensemble de plaquettes StopTech avant (N/P 306.10270 ou l'équivalent).

-
- i. Largeur – 175,4 mm
 - ii. Hauteur – 78,0 mm
 - iii. Épaisseur – 22,0 mm
 - d. Inclure 1 ensemble de plaquettes StopTech arrière (N/P 63.309.1303.1 ou l'équivalent).
 - i. Largeur – 143,8 mm
 - ii. Hauteur – 55,5 mm
 - iii. Épaisseur – 18,0 mm
 - e. Inclure 1 disque de frein StopTech avant droit (N/P 30.00A.1014 ou l'équivalent).
 - i. 354 mm x 34 mm d'épaisseur
 - ii. À ventilation interne
 - iii. Raccordement – LK 5x150, centrage interne 112
 - f. Inclure 1 disque de frein StopTech avant gauche (N/P 30.00A.1013 ou l'équivalent).
 - i. 354 mm x 34 mm d'épaisseur
 - ii. À ventilation interne
 - iii. Raccordement – LK 5x150, centrage interne 112
 - g. Inclure 1 disque de frein StopTech arrière droit (N/P 30.00A.1024 ou l'équivalent).
 - i. 354 mm x 28 mm d'épaisseur
 - ii. À ventilation interne
 - iii. Raccordement – LK 5x150, centrage interne 112
 - h. Inclure 1 disque de frein StopTech arrière gauche (N/P 30.00A.1023 ou l'équivalent).
 - i. 354 mm x 28 mm d'épaisseur
 - ii. À ventilation interne
 - iii. Raccordement – LK 5x150, centrage interne 112
 - i. Inclure 1 ensemble de conduites de frein StopTech avant (N/P 950.44033 ou l'équivalent).
 - i. Conduites souples en acier inoxydable tressé
 - ii. Longueur – 482,7 mm
 - j. Inclure 1 ensemble de conduites de frein StopTech arrière droit (N/P 950.44532 ou l'équivalent).
 - i. Conduites souples en acier inoxydable tressé
 - ii. Longueur – intérieur : 330,3 mm; extérieur : 482,7 mm
 - k. Inclure 1 ensemble de conduites de frein StopTech arrière gauche (N/P 950.44531 ou l'équivalent).
 - i. Conduites souples en acier inoxydable tressé
 - ii. Longueur – intérieur : 285,8 mm; extérieur : 482,7 mm
- 2.1.2 Quinze (15) ensembles de roue : Chaque ensemble de roue doit comprendre les pièces suivantes ou l'équivalent.
- a. Inclure 5 jantes pour les Toyota Land Cruiser 200 2014 à 2016. Elles doivent pouvoir supporter le PNBV modifié du véhicule blindé (5500 kg) et avoir une charge nominale de

125Q. Il n'est pas nécessaire que les jantes soient constituées d'un matériau spécifique, pourvu qu'elles puissent supporter le PNBV modifié. De plus, les jantes doivent présenter un dégagement d'au moins 1 po entre l'étrier et l'intérieur de la jante une fois le montage effectué.

- i. Jante – 8Jx18 ET60
- ii. Diamètre de perçage – 5x150
- iii. Alésage central – 110 mm
- iv. Taille des filets – M14 x 1,5
- v. Capacité de charge de la roue (min.) – 1515 kg

b. Inclure 5 systèmes à affaissement limité. Chaque roue, y compris le pneu de rechange, doit être munie d'un système à affaissement limité RODGUARD pleine grandeur ou l'équivalent. Les exigences minimales pour les pneus à affaissement limité sont de 50 km à 50 km/h.

c. Inclure 5 pneus BF Goodrich All-Terrain T/A OK2 ou l'équivalent. Ils doivent avoir la taille suivante : LT285/65R18 (125Q).

2.1.3 Treize (13) ensembles de roues : chaque ensemble doit respecter les caractéristiques techniques minimales suivantes :

a. Inclure 5 jantes pour les Toyota Land Cruiser 200 2014 à 2016. Elles doivent pouvoir supporter le PNBV modifié du véhicule blindé (5500 kg) et avoir une charge nominale de 125Q. Il n'est pas nécessaire que les jantes soient constituées d'un matériau spécifique, pourvu qu'elles puissent supporter le PNBV modifié. De plus, les jantes doivent présenter un dégagement d'au moins 1 po entre l'étrier et l'intérieur de la jante une fois le montage effectué.

- i. Jante – 8Jx18 ET60
- ii. Diamètre de perçage – 5x150
- iii. Alésage central – 110 mm
- iv. Taille des filets – M14 x 1,5
- v. Capacité de charge de la roue (min.) – 1515 kg

b. Inclure 5 systèmes à affaissement limité. Chaque roue, y compris le pneu de rechange, doit être munie d'un système à affaissement limité RODGUARD pleine grandeur ou l'équivalent. Les exigences minimales pour les pneus à affaissement limité sont de 50 km à 50 km/h.

c. Inclure 5 pneus Michelin Defender LTX M/S ou l'équivalent. Ils doivent avoir la taille suivante : LT285/65R18 (125Q).

2.1.4 Tout article mentionné aux sections 2.1.1, 2.1.2 et 2.1.3 de l'énoncé des besoins doit être compatible avec tous les autres articles dans les sections auxquelles on fait référence.

2.2 Moment et lieu de livraison

Tous les produits livrables doivent être reçus au plus tard 60 jours après l'attribution du contrat à :

Boyd Commercial Warehouse & Dist. Services Limited
1255 Humber Place
Ottawa (Ontario) K1B 3W2

2.3 Tâches

2.3.1 Fabrication

N° de l'invitation - Sollicitation No.
08342-190082/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
HP929

N° de réf. du client - Client Ref. No.
08342-190082

File No. - N° du dossier
hp929. 08342-190082/A

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Les 28 ensembles de 5 roues mentionnés aux sections 2.1.2 et 2.1.3 de l'énoncé des besoins doivent être livrés entièrement assemblés.

2.3.2 Emballage

Les 28 ensembles de roues et les systèmes de freinage doivent être envoyés séparés comme suit : un ensemble de roues complet (ensemble de 5) et une trousse de système de freinage complète emballés ensemble et identifiés par la marque et le modèle du pneu.

ANNEXE «C» de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;